



# Une communauté de valeurs européennes avec la Suisse

**RENCONTRE** Le premier rendez-vous de la Communauté politique européenne est un succès aux yeux du président de la Confédération, Ignazio Cassis

FREDERIC KOLLER, PRAGUE  
@frederickoller

La Communauté politique européenne a tenu sa première réunion au château de Prague à l'initiative du premier ministre tchèque, Petr Fiala, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne (UE). Les 44 chefs d'Etat et de gouvernement – les 27 membres de l'UE rejoints par 17 pays invités – étaient rassemblés pour transmettre «un message d'unité», selon le président du Conseil européen, Charles Michel, à l'heure où l'agression russe en Ukraine déstabilise l'ensemble du continent. Pour la Suisse, c'était l'occasion de s'afficher en partenaire du continent en dehors des voies minées de la relation bilatérale avec Bruxelles.

**«Ce que la Suisse peut apporter»**

«Ce sommet est un symbole. Le symbole que l'Europe peut être forte lorsqu'elle cherche des solutions concrètes pour le continent, a expliqué Ignazio Cassis lors d'une conférence de presse. Ce nouveau modèle de coopération est intéressant pour la Suisse. L'idée de base est celui d'un dialogue politique. Ce qui nous unit, c'est d'abord le territoire.» Après avoir posé pour la photographie de groupe et participé à un déjeuner, le président de la Confédération a coprésidé, avec le premier ministre grec, une table ronde dédiée aux ques-

tions de l'énergie, du climat et de l'économie. «Les discussions ont été passionnantes, ces échanges offrent des perspectives, précise le chef de la diplomatie. Du Portugal à l'Ukraine, de la Norvège à la Grèce, nous voyons des pro-



**«Ce sommet est un symbole. Le symbole que l'Europe peut être forte lorsqu'elle cherche des solutions concrètes pour le continent»**

IGNAZIO CASSIS, PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION

blèmes communs. Comment assurer nos sources d'énergie. C'était un moment d'écoute, de partage.»

C'était aussi l'occasion pour Ignazio Cassis d'échanger directement avec plusieurs dirigeants européens dont le président français, Emmanuel Macron, à l'origine de cette nouvelle communauté dont c'était «le ballon

d'essai». Il a pu discuter avec ses homologues italiens, belges, portugais, espagnols et tchèques. «J'en ai aussi profité pour évoquer notre relation avec l'UE, en expliquant ce que la Suisse peut apporter. Cela vaut aussi pour l'inverse. Mais il était surtout important de montrer que la Suisse est là, qu'elle est européenne, qu'elle s'engage et qu'elle y gagne.» Le président de la Confédération juge que cette famille européenne «ne domine plus la planète, n'est plus l'acteur géopolitique majeur» et qu'elle a donc tout intérêt à «trouver des solutions communes».

«On ne pouvait pas ne pas y être. Cela aurait été unimaginable, explique René Schwok, professeur d'études européennes à l'Université de Genève. C'est une question de solidarité. Alors que partout dans le monde, objectivement, cela va mal, l'Europe montre une autre voie. C'est aussi une façon de faire de la pédagogie auprès du peuple suisse, faire passer le message que la communauté de destin, de valeurs avec l'Europe c'est important.» Ce spécialiste des relations bilatérales Suisse-UE juge qu'«on peut espérer grignoter quelque chose. On ne va pas résoudre l'échec de l'accord-cadre en étant sur la photo de famille, mais on peut prendre l'Union au mot lorsqu'elle parle de communauté de l'électricité ou quand il est question de coopération en matière de recherche et d'université. Pourquoi la Turquie ou l'Azerbaïdjan pourraient être associés et pas la Suisse. En étant un peu habile, on peut profiter d'une trappe rhétorique de



Bruxelles.»

## La Suisse, un partenaire fiable

L'autre thème fort de la rencontre a été l'Ukraine. Après avoir organisé une rencontre sur sa reconstruction, à Lugano, Ignazio Cassis constate à Prague que «la Russie a déstabilisé tout le continent avec l'énergie et l'émigration. Le sentiment commun est que nous sommes tous sous la pression de l'agression russe.» Invité à s'exprimer par visioconférence, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a demandé des armes et de «punir» la Russie pour «empêcher les chars russes d'aller à Varsovie ou à Prague». Face à cette menace, la Suisse veut montrer qu'elle «est un partenaire fiable». Le président de la Confédération estime qu'il est utile d'échanger dans ce «format nouveau». «Si cette communauté politique, mal nommée, se confirme – il faudrait plutôt parler d'un club – ce sera un lieu intéressant de réseautage», ajoute René Schwok.

Emmanuel Macron, qui a notamment supervisé une rencontre entre leaders arméniens et azerbaïdjanais, a indiqué que cette Communauté politique était un «complément» et non pas une «alternative» au processus d'adhésion à l'UE. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, parle pour sa part de «grande innovation».

**«Alors que partout  
dans le monde,  
objectivement,  
cela va mal,  
l'Europe montre  
une autre voie»**

RENÉ SCHWOK, UNIGE

Se pose toutefois encore la question de son articulation avec d'autres institutions déjà existantes. Les 44 pays présents à Prague sont précisément ceux que l'on retrouve au sein du Conseil de l'Europe depuis que la Russie en a claqué la porte. Pour la première ministre britannique, Liz Truss, six ans après le Brexit, c'était l'occasion de faire passer un message, celui de l'importance d'un «front uni européen» face à la «brutalité de Poutine». Aucune déclaration finale n'était prévue à l'issue des réunions. La France espère toutefois une prochaine réunion au printemps 2023, avec une alternance entre pays membres de l'UE et pays non membres. La Moldavie et le Royaume-Uni auraient montré leur intérêt. ■